

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 novembre 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-dixième session,
25-29 août 2014**

N° 27/2014 (Bahreïn)

Communication adressée au Gouvernement le 12 septembre 2013

Concernant un mineur (dont le Groupe de travail connaît le nom)

Le Gouvernement a répondu à la communication le 7 novembre 2013.

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques
et à la Convention relative aux droits de l'enfant.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Le mandat a à nouveau été prolongé d'une période de trois ans par la résolution 24/7 du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47 et Corr. 1, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-22444 (F) 151214 161214



* 1 4 2 2 4 4 4 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire.

4. Le mineur (dont le nom est connu du Groupe de travail) est de nationalité bahreïnienne. Le 26 août 2013, il a été arrêté dans un café du quartier de Sanad, au sud de Manama. Au moment de son arrestation, il était âgé de 14 ans. Avant l'arrestation, un cocktail Molotov avait été lancé sur le véhicule d'une patrouille de police dans les environs. Le mineur aurait été en train de jouer à un jeu de société avec des amis lorsque des policiers l'ont arrêté, avec cinq autres personnes. Il aurait été emmené au poste de police avec un bandeau sur les yeux.

5. Le mineur a dit à sa famille et à son avocat que, au cours de son interrogatoire, on l'avait battu et soumis à des chocs électriques afin qu'il «avoue» les faits dont on l'accusait. La source confirme que le mineur était accusé de «rassemblement illégal» et de «participation à une émeute». Le 27 août 2013, devant le Procureur pour mineurs, il a rejeté les accusations portées contre lui et a fait état de tortures et de mauvais traitements subis en détention. Le Procureur a ordonné sa détention pendant sept jours dans l'attente d'une enquête.

6. Le 28 août 2013, à 4 heures du matin, le mineur a été transféré dans un centre de détention pour mineurs. Le 3 septembre 2013, en présence du père et de l'avocat de l'intéressé, le Procureur pour mineurs a prolongé l'ordre de détention d'une nouvelle période de sept jours. La famille du mineur a été autorisée à lui rendre visite pour la première fois le 5 septembre 2013.

7. La source informe le Groupe de travail que le Roi de Bahreïn a prononcé deux décrets d'urgence le 6 août 2013. L'un d'eux portait modification de la loi de 1973 relative aux rassemblements et manifestations publics et interdisait les manifestations, les sit-in, les défilés et les rassemblements publics dans la capitale. La loi de 1976 relative aux mineurs, également modifiée, prévoit aujourd'hui que lorsqu'une personne de moins de 16 ans participe à une manifestation, un rassemblement public ou un sit-in, ses parents en sont avisés par écrit par le Ministère de l'intérieur. Si dans les six mois suivant l'avertissement le mineur est à nouveau vu dans une manifestation, son père encourt une peine de prison et une amende.

8. La source explique que des craintes ont été exprimées pour l'intégrité physique et psychologique du mineur.

9. La source affirme que le mineur devrait être traité conformément aux normes internationales de la justice pour mineurs et appelle à une enquête impartiale et indépendante sur les allégations de torture et de mauvais traitements qu'il aurait subis en détention.

10. La source considère que la privation de liberté subie par le mineur est contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux articles 9 et 14 de la Convention relative aux droits de l'enfant, et qu'elle peut être considérée comme arbitraire au sens des catégories I et III définies par le Groupe de travail.

Réponse du Gouvernement

11. Le 12 septembre 2013, le Groupe de travail a adressé une communication au Gouvernement bahreïnien, lui demandant des informations détaillées sur la situation actuelle du mineur et sur les dispositions légales justifiant sa détention ainsi que leur conformité au droit international.

12. Le Gouvernement a répondu le 7 novembre 2013. La traduction de la réponse de l'arabe n'a cependant été terminée que pour la soixante-dixième session du Groupe de travail.

13. Le Gouvernement déclare que les accusations portées contre le défendeur étaient les suivantes: collusion en vue de commettre un meurtre et complicité dans une tentative de meurtre de membres des forces de police; collusion en vue de commettre un incendie criminel et complicité dans cet acte; rassemblement illégal et participation à une émeute; possession de cocktails Molotov.

14. Selon le Gouvernement, le 26 août 2013, un groupe d'individus a attaqué le véhicule d'une patrouille de police stationné à la sortie du quartier de Sanad. Ces individus ont lancé des cocktails Molotov sur le véhicule, le mettant partiellement en feu et blessant les policiers qui se trouvaient à l'intérieur. Deux policiers ont fui la voiture et ont été poursuivis par le groupe, qui a lancé des cocktails Molotov dans leur direction avant de prendre la fuite. D'après les enquêtes de police, le défendeur était l'un des auteurs de l'incident.

15. Le 27 août 2013, interrogé par les membres du service des enquêtes du Bureau du procureur public, le défendeur a avoué être responsable des faits correspondant aux premier, deuxième et troisième chefs d'accusation mais a nié être l'auteur des faits constituant le quatrième chef. Il a été établi qu'il s'était entendu avec un autre défendeur pour surveiller les mouvements de la police lors de l'attaque contre le véhicule stationné dans la rue Istiqlal, qu'il avait fait cela du domicile d'un autre défendeur et qu'ils s'étaient rendus ensemble dans un café à proximité de la scène de l'incident après l'attaque.

16. S'agissant des mesures prises par le Bureau du Procureur public, le Gouvernement déclare que le défendeur a été interrogé sans la présence d'un avocat. L'intéressé a été présenté, avec un autre mineur, au juge du tribunal pour mineurs afin que celui-ci examine l'ordre de détention. Le juge a décidé de le placer dans un centre pour mineurs pendant sept jours. Il a ensuite décidé de prolonger la détention d'une nouvelle période de sept jours puis a ordonné que le défendeur soit de nouveau confié à son tuteur, avec les engagements nécessaires.

17. Le Gouvernement précise que les autres défendeurs ont été interrogés et placés en détention dans l'attente des résultats de l'enquête, que des témoins ont été entendus, que l'un des défendeurs a été examiné par un médecin légiste et que la police a été chargée d'enquêter.

18. Parmi les autres mesures prises figurent la désignation d'experts chargés d'extraire le contenu des appareils électroniques saisis ainsi que la demande d'établissement d'un rapport d'incident criminel et d'un rapport de la défense civile, de photographies de l'incident, de l'évaluation des dommages causés au véhicule de la patrouille et des casiers judiciaires des défendeurs.

Autres commentaires de la source

19. Le 20 novembre 2013, la source a apporté des informations actualisées.

20. La source a confirmé que le mineur avait été libéré sous caution le 10 septembre 2013 et que le Procureur pour mineurs était encore en train d'instruire l'affaire.

21. La source a répété les allégations de torture et d'aveux sous la contrainte formulées initialement. Elle a précisé que le mineur était encore accusé de «rassemblement illégal» et de «participation à une émeute», et s'est inquiétée du fait qu'il avait été interrogé sans la présence d'un avocat. La source a également souligné que le mineur devait être traité conformément aux normes internationales relatives à la justice pour mineurs.

Délibération

22. Le Groupe de travail remercie le Gouvernement d'avoir répondu à la communication qu'il lui a adressée.

23. Le Gouvernement n'a pas réfuté les allégations à première vue crédibles selon lesquelles le mineur âgé de 14 ans aurait, après son arrestation en août 2013, été victime de torture et d'autres traitements cruels, inhumains et dégradants en détention, et aurait ensuite avoué plusieurs faits graves qui lui étaient reprochés.

24. Le Gouvernement ne conteste pas non plus l'allégation selon laquelle les aveux obtenus du mineur sous la contrainte auraient été utilisés comme motif pour le maintenir en détention, ni que ces aveux pourraient être utilisés comme preuve à charge lors du procès. Dans sa réponse, le Gouvernement considère comme des éléments de preuve les aveux obtenus lors d'interrogatoires menés en l'absence de tout avocat.

25. Les garanties d'un procès juste et équitable énoncées à l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et à l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques excluent la possibilité pour un accusé de témoigner contre lui-même et prévoient le droit de bénéficier d'un conseil et d'être représenté en justice ainsi que d'autres mesures de protection, afin de garantir qu'aucun élément de preuve ne repose sur des aveux. Aux termes du paragraphe 3 g) de l'article 14 du Pacte, toute personne a droit à ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable. Dans sa jurisprudence, le Comité des droits de l'homme a déclaré que cette disposition «doit s'entendre comme interdisant toute contrainte physique ou psychologique, directe ou indirecte, des autorités d'instruction sur l'accusé, dans le but d'obtenir un aveu»¹. Dans l'affaire *Bondar c. Ouzbékistan*, le Comité a constaté des violations du paragraphe 3 b) et d) de l'article 14 car la victime n'avait pas bénéficié des services d'un avocat pendant son interrogatoire et s'était vu refuser le droit de bénéficier de l'assistance d'un avocat de son

¹ Voir Comité des droits de l'homme, communication n° 1033/2001, *Singarasa c. Sri Lanka*, constatations adoptées le 21 juillet 2004, par. 7.4; voir aussi communications n° 253/1987, *Kelly c. Jamaïque*, constatations adoptées le 8 avril 1991, par. 5.5; n° 330/1988, *Berry c. Jamaïque*, constatations adoptées le 7 avril 1994, par. 11.7; n° 912/2000, *Deolall c. Guyana*, constatations adoptées le 1^{er} novembre 2004, par. 5.1. Voir aussi la jurisprudence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, notamment les affaires *Tibi v. Ecuador*, série C, n° 114, arrêt du 7 septembre 2004, par. 146; *Maritza Urrutia v. Guatemala*, série C, n° 103, arrêt du 27 novembre 2003, par. 93; *Cantoral-Benavides v. Peru*, série C, n° 69, arrêt du 18 août 2000, par. 104.

choix². Le Comité a aussi constaté une violation du paragraphe 3 g) de l'article 14 en raison de l'obtention d'aveux sous la torture³.

26. Le Groupe de travail rappelle en outre que dans son Observation générale n° 32 (2007) sur le droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, le Comité des droits de l'homme a souligné que:

«[...] l'alinéa g du paragraphe 3 de l'article 14 garantit le droit de ne pas être forcé de témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable. Il faut comprendre cette garantie comme l'obligation pour les autorités chargées de l'enquête de s'abstenir de toute pression physique ou psychologique directe ou indirecte sur l'accusé, en vue d'obtenir une reconnaissance de culpabilité. Aussi est-il d'autant plus inacceptable de traiter l'accusé d'une manière contraire à l'article 7 du Pacte pour le faire passer aux aveux. La législation interne doit veiller à ce que les déclarations ou aveux obtenus en violation de l'article 7 du Pacte ne constituent pas des éléments de preuve, si ce n'est lorsque ces informations servent à établir qu'il a été fait usage de la torture ou d'autres traitements interdits par cette disposition et à ce qu'en pareil cas il incombe à l'État de prouver que l'accusé a fait ses déclarations de son plein gré»⁴ (par. 41).

27. Dans le présent avis, le Groupe de travail s'inquiète de constater, au vu d'autres avis récents, dont les avis n° 25/2014 (Bahreïn) et n° 37/2014 (Bahreïn), que dans le système actuel d'enquêtes de l'État partie, les aveux sont couramment utilisés comme preuve aux fins des poursuites et déclarations de culpabilité.

28. En l'espèce, cela est aggravé par le fait que l'intéressé est un mineur. La Convention relative aux droits de l'enfant, à laquelle Bahreïn a adhéré en 1992, dispose clairement que les États parties veillent à ce que «nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants» (art. 37 a)); «nul enfant ne soit privé de liberté de façon illégale ou arbitraire» (art. 37 b)); «les enfants privés de liberté aient le droit d'avoir rapidement accès à l'assistance juridique ou à toute autre assistance appropriée» (art. 37 d)).

29. Le Groupe de travail rappelle en outre que, aux termes de la Convention contre la torture et autre peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à laquelle Bahreïn est également partie, le Gouvernement «veille à ce que les autorités compétentes procèdent immédiatement à une enquête impartiale chaque fois qu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un acte de torture a été commis sur tout territoire sous sa juridiction» (art. 12).

30. Le Groupe de travail souligne que «les preuves obtenues par des aveux» ne peuvent pas être utilisées contre un mineur lors d'un procès ultérieur. Une telle utilisation constituerait une nouvelle violation grave du droit international.

31. Le Groupe de travail estime que les violations des articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, commises en l'espèce au détriment d'un mineur, sont d'une gravité telle qu'elles donnent à la privation de liberté un caractère arbitraire. La privation de liberté du mineur relève de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

² Voir Comité des droits de l'homme, communication n° 1769/2008, *Bondar c. Ouzbékistan*, constatations adoptées le 25 mars 2011, par. 7.4.

³ Ibid., par. 7.6.

⁴ Voir aussi le rapport de la visite du Groupe de travail au Maroc en 2014 (A/HRC/27/48/Add.5) et l'avis n° 40/2012 (Maroc), en particulier le paragraphe 48, où il est dit: «Les aveux faits en l'absence de conseil ne sauraient être admis comme preuve dans une procédure pénale, et cela s'applique particulièrement aux aveux faits pendant la période de garde à vue.».

32. Le Groupe de travail rappelle que le présent avis n'est que l'un de plusieurs avis dans lesquels il constate que Bahreïn manque à ses obligations internationales en matière de droits de l'homme. Il rappelle à l'État son devoir de se conformer à ses obligations internationales relatives aux droits de l'homme consistant à ne pas pratiquer de détention arbitraire, à libérer toute personne arbitrairement détenue et à lui accorder réparation. Le devoir de respecter le droit international des droits de l'homme incombe non seulement au Gouvernement, mais également à tous les fonctionnaires, y compris les juges, les membres des forces de police et de sécurité ainsi que les fonctionnaires pénitentiaires concernés. Nul ne saurait contribuer à des violations des droits de l'homme. Le Groupe de travail souligne de plus que la responsabilité pénale individuelle peut être engagée à raison d'une détention arbitraire lorsque celle-ci est de nature à constituer un crime contre l'humanité en droit international coutumier.

Avis et recommandations

33. Étant donné que le mineur a été libéré sous caution le 10 septembre 2013, le Groupe de travail, conformément au paragraphe 17 a) de ses Méthodes de travail, décide de classer l'affaire. Toutefois, en vertu de la même disposition, il se réserve le droit de rendre un avis au cas par cas sur le point de savoir si la privation de liberté était ou non arbitraire, et ce, nonobstant la libération de la personne concernée. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail sur la détention arbitraire rend l'avis suivant:

La privation de liberté du mineur était arbitraire en ce qu'elle était contraire aux articles 9 et 10 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 9 et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aux articles 9 et 14 de la Convention relative aux droits de l'enfant et au droit international coutumier et relevait de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

34. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement bahreïni de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation du mineur de façon à la rendre compatible avec les normes et principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

35. Le Groupe de travail estime que, compte tenu de toutes les circonstances de l'affaire, la réparation appropriée consisterait à rendre effectif le droit à réparation établi au paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'obligation d'accorder réparation au mineur pour les violations qu'il a subies incombe à l'État et doit être exécutoire devant les juridictions nationales.

36. Conformément au paragraphe 33 a) de ses Méthodes de travail révisées (A/HRC/16/47 et Corr.1, annexe), le Groupe de travail considère approprié de transmettre les allégations de torture au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour qu'il prenne les mesures qui conviennent.

37. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme, dans sa résolution 24/7, aux paragraphes 3, 6 et 9, a appelé tous les États à coopérer avec le Groupe de travail, à tenir compte de ses avis et, si nécessaire, à prendre des mesures appropriées pour remédier à la situation de personnes arbitrairement privées de leur liberté et à informer le Groupe des mesures prises en ce sens.

[Adopté le 27 août 2014]